

Berne, le 10.10.2025

Lettre ouverte aux milieux économiques

Mesdames et Messieurs,

Le quotidien *20 Minuten* a récemment publié une vidéo dans laquelle des jeunes évoquaient des soucis avec leur employeur ou des difficultés à trouver un emploi à cause de leurs obligations militaires. À la suite d'un appel à témoins, de nombreuses personnes ont relaté leurs expériences, tant positives que négatives ; les secondes touchent davantage, car elles démontrent qu'il est encore nécessaire d'agir. Les déclarations ci-après ont inquiété autant l'armée que les employeurs.

« Dès que j'ai mentionné le service militaire, elle m'a montré la porte. »

« Je travaillais depuis cinq ans pour la même entreprise lorsque mon chef m'a licencié, juste avant mon école de recrues. »

« Mon employeur actuel m'a dit qu'il m'aurait bien donné le poste, mais que ça avait finalement été refusé à cause de l'ER que je devrai accomplir en hiver 2026. »

C'est la raison pour laquelle les soussignés, le chef de l'Armée et le président de l'Union patronale suisse, ont décidé d'écrire ensemble la présente lettre ouverte à l'attention des milieux économiques et du grand public.

La Suisse n'est pas seulement connue pour son bien-être économique, sa capacité à innover et sa qualité de vie, mais également pour sa sécurité. Pour qu'elle reste un pays attrayant dans le domaine des études, de l'emploi et de l'entrepreneuriat, il est essentiel qu'elle reste sûre.

La sécurité de notre pays se base sur un système de milice, notamment sur l'armée, composée de Suisses et de Suisseuses qui accomplissent leurs jours de service à côté de leurs tâches civiles et qui, de ce fait, font partie intégrante de notre défense. D'autres organisations telles

que la police, les pompiers et la protection civile sont aussi des composantes essentielles de notre sécurité. Souvent, elles fonctionnent aussi selon le principe de milice.

Les hommes ont l'obligation de servir. Après avoir accompli une école de recrues de 18 semaines, ils restent incorporés pendant dix ans au sein de l'armée. Ils doivent accomplir 245 jours de service en tout, ce qui correspond à 0,3 % du temps de travail accompli dans l'ensemble de notre pays. La Confédération compense en grande partie la perte salariale en dédommager les employeurs.

Au service militaire, les jeunes apprennent la discipline, l'endurance et l'esprit d'équipe ; les cadres se préparent en outre à la conduite de personnel et à la gestion de crise. L'armée intègre des personnes de tous milieux (linguistiques, professionnels) et de toutes origines, ce qui renforce la cohésion sociale du pays et favorise ainsi le climat de travail et l'attractivité de notre place économique. Nous ne sommes pas les seuls à l'avoir constaté, comme le confirment les **100 témoignages du monde économique** publiés sur la page internet du *Leadership Campus* de l'Armée suisse.

La période que nous vivons est de plus en plus incertaine. La guerre s'est à nouveau installée en Europe, la situation sécuritaire se dégrade pratiquement de jour en jour et il n'y a que peu d'espoir d'amélioration. C'est pourquoi il est nécessaire que la Suisse dispose elle aussi d'une armée forte et qu'elle puisse ainsi garantir sa sécurité aujourd'hui, demain et après-demain, car seule la sécurité lui permettra de rester un lieu de formation, de travail et de vie attrayant. Pour ce faire, elle doit pouvoir compter sur la compréhension et le soutien des entreprises qui emploient les militaires dont notre armée de milice est composée.

L'Armée suisse ne peut remplir sa fonction que si elle est soutenue par les milieux économiques. Considérez donc les personnes qui la servent à leur juste valeur et traitez-les avec bienveillance lorsqu'il s'agit de les engager ou de les laisser effectuer leur école de recrues, leurs cours de répétition ou une école de cadre. De cette manière, vous contribuerez directement à la sécurité de la Suisse et à son succès.

Merci de votre attention.

Meilleures salutations



Commandant de corps Thomas Süssli
Chef de l'Armée



Severin Moser
Président de l'Union patronale suisse